

# TRAVAILLER DANS L'OMBRE DES LABOS

## LES DROITS DES ÉTUDIANT-E-S EN JEU



# BOURSES CONDITIONNÉES À DU TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

Dans plusieurs laboratoires de l'UQAM, notamment en chimie et biochimie, des pratiques préoccupantes mettent en lumière une **exploitation systémique** des étudiant·e·s. Ces situations impliquent des promesses de **bourses conditionnées à du travail non rémunéré**.

Cette situation touche particulièrement les étudiant·e·s internationaux, qui arrivent/immigrent au Canada avec l'espoir de bénéficier de ces bourses, mais se retrouvent rapidement soumis·e·s à des obligations imposées par leurs professeur·e·s **sans les protections d'un véritable emploi**.

Cette réalité engendre une précarité et une soumission à un employeur sans protection, laissant les étudiant·e·s confronté·e·s à des situations de **harcèlement, de sexisme, de racisme, de surtravail ou même d'accidents**, sans autre choix que le silence pour préserver leur source de revenu et leur avenir académique.

# POURQUOI EST-CE PROBLÉMATIQUE ?

Les bourses, conçues pour financer et encourager les étudiant·e·s dans leur propre recherche et pour leur permettre de se développer professionnellement, deviennent un levier de subordination qui les prive de leur autonomie.

Elles forcent les étudiant·e·s à mettre leurs ambitions au service d'intérêts institutionnels, compromettant parfois leur trajectoire de vie.

En les liant à des tâches imposées sans protection par le droit du travail, ces pratiques placent les étudiant·e·s dans une situation de vulnérabilité extrême.

Elles détournent ainsi le rôle de l'université, sapent la liberté académique étudiante, réduisent les étudiant·e·s à de simples outils de production et perpétuent une institution fondée sur l'exploitation.

# **LES FAITS : UNE EXPLOITATION ALARMANTE**

## **1. Promesses non tenues :**

Certain·e·s professeur·e·s retirent les bourses après plusieurs semaines de travail gratuit.

## **2. Enjeux de pouvoir :**

La menace de perdre leur bourse réduit au silence les étudiant·e·s face au harcèlement, au racisme ou aux conditions de travail abusives.

## **3. Accès restreint à d'autres emplois :**

Les professeur·e·s interdisent parfois aux étudiant·e·s d'avoir un autre emploi, les enfermant dans une dépendance économique.

## **4. Contrats opaques :**

Des étudiant·e·s signent des documents inventés de toute pièce par des professeur·e·s leur imposant des tâches précises sans que cela ne constitue un véritable contrat de travail reconnu.

## **5. Risques non couverts :**

Sous certaines conditions, en cas d'accident en laboratoire, les étudiant·e·s ne sont pas protégé·e·s par la CNESST, car leur travail n'est pas reconnu comme tel.

## **6. Aucune protection syndicale :**

Ces étudiant·e·s, bien qu'accomplissant des tâches assimilables à un emploi, ne sont pas couvert·e·s par aucune convention collective, les laissant sans recours face aux abus de leur "employeur".

# LES SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LE SÉTUE

## 1. Reconnaissance du travail étudiant :

Toute tâche effectuée pour un laboratoire ou un·e professeur·e doit être considérée comme un travail, soumis aux normes du travail, avec un salaire et des protections légales.

## 2. Séparation claire entre bourses et emploi :

Les bourses doivent soutenir les recherches personnelles des étudiant·e·s, sans contrepartie de travail.

## 3. Création d'un cadre transparent protégeant les étudiant·e·s :

Contrats de travail formels pour toutes les tâches effectuées. Ce travail doit être protégé par la convention collective des employé·e·s étudiant·e·s de l'UQAM.

# POUR UN SALAIRE ÉTUDIANT UNIVERSEL

Le SÉTUE et l'AESS appellent à la solidarité de la communauté universitaire.

Cette lutte s'inscrit dans une vision plus large : faire reconnaître les études et les tâches universitaires comme **un travail intellectuel essentiel**, et non comme un privilège ou un acte de servitude. Le travail étudiant, incluant le travail en classe, de recherche et de stages, doit être **reconnu comme un travail salarié à part entière**. Dès lors, le SÉTUE se positionne en faveur de la mise en place d'un **salaire étudiant universel**, attribué sur la base du statut d'étudiant·e - indépendamment du statut civil - et **sans lien de subordination patronale**.

Pour en finir avec ces rapports de pouvoir et construire une université respectueuse et dotée d'une réelle liberté académique, mobilisons-nous dès maintenant.

# LUTTER POUR DES CONTRATS DE TRAVAIL NE REVIENT PAS À S'OPPOSER AUX BOURSES D'ÉTUDE!

Il est faux de croire que, si les bourses ne sont plus conditionnées à un travail, les professeur-e-s vont arrêter d'en offrir, et ce, pour plusieurs raisons.

## 1. Attirer des étudiant·e·s talentueux·ses :

Les bourses jouent un rôle crucial pour attirer des candidat·e·s qualifié·e·s, notamment dans les cycles supérieurs. Elles permettent aux professeur·e·s de recruter les meilleurs profils pour travailler sur des projets de recherche ambitieux et renforcer leur rayonnement académique.

## **2. Favoriser la progression des recherches :**

Même sans subordination directe au travail d'un·e professeur·e, les bourses contribuent souvent indirectement à l'avancement des projets supervisés par les professeur·e·s.

## **3. Rendre le milieu compétitif :**

En octroyant des bourses, les professeur·e·s participent à créer un environnement compétitif qui met en valeur leur laboratoire et augmente son attractivité pour les futur·e·s étudiant·e·s et partenaires institutionnels.



# VOUS VIVEZ CETTE SITUATION ?

Si vous êtes directement touché·e par ces pratiques ou connaissez quelqu'un·e qui l'est, écrivez-nous. Votre témoignage est essentiel pour documenter et combattre ces abus. Nous garantissons l'**anonymat complet** des personnes qui nous contactent.



**Syndicat des Étudiant·es  
Employé·es de l'UQAM (SÉTUE)**

Courriel : interne.setue@gmail.com

Tél. : (514) 987-3000 poste 3234

<https://setue.ca/>

**Association étudiante du  
Secteur des Sciences de  
l'UQAM (AESS)**

Courriel : aess@aessuqam.org

Tél. : (514) 987-0308

<https://aessuqam.org/>